



Le parti pris de Sophie Coignard : la France malade de la défiance

Journaliste, éditorialiste et auteure à succès avec des ouvrages de référence comme « L'omerta française », « L'oligarchie des incapables » ou, plus récemment, « Le mal français », Sophie Coignard livre chaque samedi dans les colonnes de Paris-Normandie son analyse politique.

Le scénario est toujours le même. Un accident se produit. Son ampleur, réelle, émotionnelle, soulève des questions de santé publique. L'exécutif et ses représentants, sommés de réagir instantanément, se montrent rassurants.

Ils veulent tordre le cou aux théories du complot que suscite inévitablement tout évènement traumatisant. Terrorisés par la possible propagation de thèses alarmistes sur les réseaux sociaux, ces nouveaux messagers de l'apocalypse, ils en font trop, trop vite.

La gestion de la catastrophe industrielle qui a frappé Rouen et ses environs est une illustration parfaite de ce cercle vicieux. Les premières déclarations sont destinées à faire baisser le niveau d'angoisse de la population. Puis le pouvoir est contraint d'amender son discours, sinon de se contredire. Les résultats des premières analyses sont promis pour le soir même, puis pour le lendemain, pour n'être finalement rendus publics que deux jours plus tard. Ils sont seulement partiels ou difficiles à interpréter. Entre temps, les ministres continuent de répondre aux inquiétudes de façon évasive ou approximative.

Le préfet tient des propos apaisants sur la qualité de l'air, mais ses services rédigent un arrêté interdisant sur 112 communes la vente de légumes, de lait, de miel ou encore d'œufs produits et récoltés dans la région.

« Pour faire face à l'inquiétude légitime des populations, il n'y a qu'une solution : le sérieux et la transparence complète et totale », dit Edouard Philippe dimanche 29 septembre, en marge de l'université de rentrée du MoDem. Être obligé de tenir de tels propos, c'est déjà avoir perdu la bataille de la communication. Comme l'autorité, la crédibilité ne se manifeste que lorsqu'elle n'a pas besoin d'être énoncée.

À ce réquisitoire peut s'ajouter la suspicion de parisianisme. Vue de la capitale, la situation semble tellement moins préoccupante ! Certes, les ministres se rendent sur place, y compris le premier d'entre eux. Mais ils sont de passage, venus pour reconforter, et non pour partager le sort de la population, tels les rois de France et d'Angleterre réputés guérir les écrouelles en chemin.

Depuis Tchernobyl et son nuage radioactif, la défiance s'est installée, renforcée par chaque nouvelle maladresse des équipes en place. L'opinion, et plus encore les victimes directes, sont convaincues que le sommet de l'État dissimule une partie de la vérité pour protéger des intérêts particuliers, les siens, voire ceux d'industriels ou de groupes de pression. La sensibilité grandissante quant à l'environnement ne peut que renforcer ce doute sur la sincérité de décideurs perçus comme autant d'éléments d'une élite technocratique déconnectée.

Le terreau sociologique, certes, est fertile, et depuis longtemps : « La société de défiance est une société frileuse, une société où la vie commune est un jeu à somme nulle (si tu gagnes, je perds) société propice à la lutte des classes, au mal-vivre national et international, à l'enfermement, à l'agressivité de la surveillance mutuelle. La société de confiance, au contraire, est une société en expansion gagnant-gagnant (si tu gagnes, je gagne), une société de solidarité, de projet commun, d'ouverture et d'échange », écrit l'académicien et ancien ministre Alain Peyrefitte au soir de sa vie, en 1995, dans un essai intitulé « La société de confiance » (Odile Jacob). Quelques années plus tard deux économistes, Yann Algan et Pierre Cahuc, publient un petit livre qui connaît un grand retentissement. Intitulé « "La société de défiance : comment le modèle français s'autodétruit" (éditions rue d'Ulm). Ils y soutiennent que ce trait de caractère collectif n'est pas atavique ni culturel, il s'est, selon eux, développé après la seconde Guerre mondiale, avec la montée conjointe du corporatisme et de l'étatisme. Des causes structurelles largement aggravées par le comportement de ceux qui nous gouvernent.

Prononcer des propos rassurants, sinon lénifiants, pour ne pas faire de vagues, aboutit au résultat inverse : la déconsidération de la parole publique.